JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/decret/2022/03/18/2022031329/justel>

Dossier numéro : 2022-03-18/03

Titre

18 MARS 2022. - Décret modifiant le Décret sur l'Energie du 8 mai 2009

Source : AUTORITE FLAMANDE

Publication : Moniteur belge du 30-03-2022 page : 25812

Entrée en vigueur :

01-01-2022	
09-04-2022	
01-07-2022	

Table des matières

[Chapitre 1er.](#) - Disposition préliminaire

Art. 1

[Chapitre 2.](#) - Modifications du Décret sur l'Energie du 8 mai 2009

Art. 2-36

[Chapitre 3.](#) - Disposition finale

Art. 37

Texte

[Chapitre 1er.](#) - Disposition préliminaire

Article [1er.](#) Le présent décret règle une matière régionale.

[Chapitre 2.](#) - Modifications du Décret sur l'Energie du 8 mai 2009

[Art. 2.](#) A l'article 1.1.3 du Décret sur l'Energie du 8 mai 2009, modifié en dernier lieu par le décret du 22 octobre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un point 56° /0, énoncé comme suit :

" 56° /0 unité de bâtiment : la plus petite unité à l'intérieur d'un bâtiment qui répond à toutes les conditions suivantes :

a) être adaptée à un usage résidentiel, commercial ou récréatif ou constituer une partie commune ;
b) être accessible par un accès privé qui peut être fermé à partir de la voie publique, d'une cour ou d'une aire de circulation partagée ;

c) être fonctionnellement indépendante ; "

2° il est inséré un point 56° /1/0/1, énoncé comme suit :

" 56° /1/0/1 route communale : une route publique, visée à l'article 2, 6°, du décret du 3 mai 2019 sur les routes communales ; "

3° il est inséré un point 68° /1/0, énoncé comme suit :

" 68° /1/0 bâtiment industriel : bâtiment affecté à la production, au traitement, au stockage ou à la manipulation de marchandises ; " ;

4° il est inséré un point 92° /1/0/1, énoncé comme suit :

" 92° /1/0/1 bâtiment non résidentiel : un bâtiment ayant une destination principale non résidentielle, à l'exception des :

- a) bâtiments isolés dont la surface au sol utile totale est inférieure à 50 m² ;
- b) bâtiments temporaires qui, en principe, ne sont pas utilisés pendant plus de deux ans ;
- c) bâtiments utilisés pour des cultes et des activités religieuses ;
- d) bâtiments industriels ;
- e) ateliers ;
- f) entrepôts à usage non industriel ;
- g) bâtiments d'un bâtiment agricole non affectés au logement ; ".

[Art. 3.](#) A l'article 3.1.3, alinéa premier, 4°, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 avril 2021, est ajouté un point o), énoncé comme suit :

" o) soumettre un rapport annuel sur la santé financière du marché flamand de l'énergie et des fournisseurs actifs sur ce marché ; ".

[Art. 4.](#) A l'article 4.1.13 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1er est ajouté un point 5°, énoncé comme suit : " 5° l'unité d'habitation ou le bâtiment n'est pas une nouvelle construction. " ;

2° au paragraphe 2, 1°, le mot " raccordable " est à chaque fois remplacé par les mots " non raccordable " ;

3° le paragraphe 2 est complété par un point 5°, énoncé comme suit : " 5° l'unité d'habitation ou le bâtiment n'est pas une nouvelle construction. ".

[Art. 5.](#) A l'article 4.1.16 du même décret, remplacé par le décret du 10 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa premier, les mots " et les routes communales " sont insérés entre les mots " domaine public " et les mots " de la liaison " ;

2° à l'alinéa deux, les mots " et les routes communales " sont insérés entre les mots " domaine public " et les mots " de la liaison " ;

3° à l'alinéa cinq, les mots " et les routes communales " sont insérés entre les mots " domaine public " et les mots " entre le réseau ".

[Art. 6.](#) Dans le titre IV, chapitre 1er, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 4 juin 2021, est inséré un article 4.1.16/2, énoncé comme suit :

" Art. 4.1.16/2. Par dérogation à l'article 4.1.13, 4.1.15, 4.1.16 et 4.1.16/1, les gestionnaires du réseau de distribution de gaz naturel ne prévoient plus de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel pour les bâtiments résidentiels et les bâtiments non résidentiels pour lesquels une demande de permis d'urbanisme pour des actes urbanistiques relatifs à une nouvelle construction est introduite à partir du 1er janvier 2026. ".

[Art. 7.](#) A l'article 4.1.23 du même décret, inséré par le décret du 16 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3/1, énoncé comme suit :

" § 3/1. Le Gouvernement flamand peut déterminer les cas dans lesquels il est d'utilité publique pour le gestionnaire de réseau de placer des installations appartenant au réseau de distribution d'électricité ou de gaz naturel dans ou sur des biens immobiliers privés, et les conditions d'une telle opération.

Dans le cas visé à l'alinéa premier, le gestionnaire de réseau jouit des droits suivants :

1° le droit de placer les installations, visées à l'alinéa premier, dans ou sur les biens immobiliers visés à l'alinéa premier ;

2° le droit de contrôler les installations visées à l'alinéa premier ;

3° le droit d'effectuer les travaux d'entretien et de réparation nécessaires. " ;

2° au paragraphe 4, le membre de phrase " installations, " est inséré entre le membre de phrase " Les câbles, " et le membre de phrase " lignes, " ;

3° au paragraphe 5, alinéa deux, le membre de phrase " 1er à 3 inclus " est remplacé par le membre de phrase " 1er à 3/1 inclus " ;

[Art. 8.](#) L'article 4.1.24, § 1er, du même décret, inséré par le décret du 16 mars 2012, est complété par le membre de phrase " , et § 3/1. ".

[Art. 9.](#) A l'article 4.1.25, alinéa premier, du même décret, inséré par le décret du 16 mars 2012, le membre de phrase " L'exercice par le gestionnaire du réseau du droit, visé à l'article 4.1.23, ne peut pas empêcher " est remplacé par le membre de phrase " A l'exception de l'exercice des droits, visés à l'article 4.1.23, § 3/1, l'exercice par le gestionnaire du réseau des droits, visés à l'article 4.1.23, ".

[Art. 10.](#) Au titre IV, chapitre 1er, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 4 juin 2021, dans l'intitulé de la section XI, les mots " ou des routes communales " sont insérés entre les mots " du domaine public " et les mots " par le gestionnaire du réseau ".